

Déclaration et réponse à des questions de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations franco-allemandes, la perspective de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et sur la position de l'Europe face à la situation en Ukraine, à Lübeck le 2 décembre 2004.

Je voudrais remercier très chaleureusement le Chancelier pour nous avoir reçus aujourd'hui dans une de ces perles de l'Europe qu'est Lübeck, et remercier particulièrement la ministre-présidente, Mme Simonis, le maire, les autorités qui nous ont reçus, et, permettez-moi de vous le dire, surtout les habitants de Lübeck, qui ont été si chaleureux. Je garderai de leur accueil, une fois de plus, un très très bon souvenir.

Le Chancelier a évoqué les sujets qui étaient à l'ordre du jour de nos entretiens. Il l'a fait parfaitement et j'aurai donc très peu de commentaires. J'en ferai un rapidement, parce que nous sommes à deux semaines du prochain Conseil européen qui va examiner les conclusions de la Commission en ce qui concerne l'adhésion de la Turquie et les modalités de discussion de cette adhésion. Je voudrais dire que l'Allemagne et la France partagent un même objectif, c'est-à-dire faire entrer la Turquie dans l'Union européenne, car c'est l'intérêt de tous et de chacun d'avoir une Europe forte, solide et assurée de ses frontières. Et, pour cela, il faut régler tous les problèmes que pose à la Turquie le respect des critères dits de Copenhague, c'est-à-dire des problèmes liés aux Droits de l'Homme et à l'économie de marché.

Cette négociation sera naturellement longue, elle sera difficile. Je voudrais tout de suite rassurer celles et ceux qui se posent des questions, qui s'interrogent, ce qui est tout à fait légitime, en leur disant que, pour ce qui concerne les Français, en toute hypothèse, la décision leur reviendra, puisque au terme de la négociation, dans dix ans, dans quinze ans, ce sont, pour ce qui nous concerne, les Français qui décideront, par référendum, de la décision à prendre pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. D'autre part, il va de soi que si l'ensemble des conditions requises pour cette entrée n'est pas rempli, alors bien entendu la négociation s'interrompra. Et il faudra que l'on cherche le moyen d'éviter que cette rupture ne conduise à une espèce de séparation entre la Turquie et l'Europe, et que l'on recherche le moyen d'avoir un lien suffisamment fort entre ces deux grands ensembles politiques, économiques, culturels. Nous sommes donc, je le répète, sur ce point, tout à fait en phase avec la position du Chancelier.

Nous avons également évoqué trois grands problèmes internationaux, sur lesquels nous avons la même analyse et les mêmes réactions : l'Ukraine, le Proche-Orient et l'Irak. J'ajoute, pour terminer, que l'Allemagne et la France saluent la publication du rapport du panel de haut niveau sur les menaces, les défis et les changements, qui vient d'être publié par le Secrétaire général des Nations unies. Nous sommes résolus à travailler avec nos partenaires pour que, à partir de ce rapport, des décisions concrètes puissent être prises sur la réforme des Nations unies, et ceci dans la perspective du Sommet de 2005. J'ajoute que l'Allemagne et la France renouvellent leur plein soutien au Secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan, dont l'engagement est permanent au service des buts et des principes de la Charte des Nations unies, y compris dans le processus nécessaire à la réforme de l'Organisation des Nations unies.

Q - Monsieur le Président, je voudrais avoir votre réaction à la suite de la consultation à propos de l'Europe au sein du Parti socialiste français, qui a donné une nette majorité en faveur de l'adoption de la Constitution. Je voudrais savoir ce que vous en pensez, ainsi bien sûr que le Chancelier. Est-ce que cela va avoir une influence sur la date du référendum ?

R - Je n'ai pas à porter de jugement sur un débat interne au Parti socialiste français. Je considère que c'est une bonne nouvelle pour l'Europe. Il appartiendra donc à toutes les Françaises, à tous les Français, de se prononcer l'année prochaine car cette question est effectivement une question absolument majeure pour notre avenir commun. Et quand je vois les jeunes Allemands qui sont ici et qui apprennent le français, je voudrais d'abord leur dire bon vent, bonne chance et tous mes vœux de bonheur et de réussite. Mais je veux aussi leur dire qu'ils incarnent bien cette Europe que nous voulons faire ensemble.

Q - Une question pour le Président et pour le Chancelier : est-ce que vous pourriez expliciter le contenu de ce que vous vous êtes dit à propos de l'Ukraine ?

R - Nous avons évidemment évoqué la situation en Ukraine. C'est un pays avec lequel nous avons des liens d'estime et d'amitié, et des liens historiques, aussi bien les Allemands que les Français. Nous avons pris une position européenne, ce qui est tout à fait légitime, devant la crise qu'a connue l'Ukraine. Nous avons approuvé et soutenu l'action menée par M. Solana, mais également par le président polonais, le président lituanien, le président du Parlement de Russie, pour amorcer une sortie de crise qui soit à la fois pacifique et efficace. Une sortie de crise, bien entendu, qui soit également conforme aux principes de la démocratie et qui devra refléter la volonté politique du peuple ukrainien. Cela passera très probablement par un retour aux urnes. En tous les cas, nous avons constaté que les dernières évolutions étaient encourageantes et nous continuons à les suivre de près, vous vous en doutez.

Q - Une petite question, sur l'Ukraine, vous semblez être d'accord sur ce qu'il convient d'y faire, mais je n'ai pas compris si vous êtes d'accord pour un retour aux urnes, pour les deux scrutins ou seulement pour le deuxième scrutin ?

R - Je vous arrête, cela c'est vraiment le problème des Ukrainiens. Nous n'allons pas nous substituer aux Ukrainiens pour savoir s'il faut un ou deux scrutins.

Q - Tout d'abord je voudrais vous dire bienvenue à Lübeck, nous, les citoyens de la ville et surtout les gens de notre école, nous nous sentons très fiers et très contents de vous avoir ici. Que conseillez-vous aux jeunes qui veulent contribuer à faire avancer l'amitié franco-allemande ?

R - Je veux d'abord dire que l'un des premiers pas à faire pour mieux se comprendre, c'est apprendre la langue de l'autre. Alors mes félicitations pour l'effort que vous faites en ce domaine. Deuxièmement, l'Allemagne et la France sont au cœur de l'Europe, nous nous sommes battus, pendant très longtemps, cela nous a coûté horriblement cher, en sang et en larmes, en destruction et en argent, pour rien ! L'objectif essentiel, c'est que cela ne se reproduise pas. Et ceux qui ont conçu l'Europe l'ont fait d'abord et avant tout pour rendre impossibles les batailles inhumaines. C'est pour cela, naturellement, qu'il faut forger des liens. Alors on a créé des institutions avec la construction européenne. Mais il faut aussi créer des liens humains pour que les jeunes se connaissent et se parlent, comprennent qu'ils ont, les uns comme les autres, le même destin, que rien ne les oppose, et qu'ils peuvent aller la main dans la main avec un idéal commun dans le monde de demain.

Alors on vous dit : l'Europe, c'est très important, pour des raisons économiques, sociales, culturelles. Tout cela est vrai, mais ce n'est pas l'essentiel. Car de l'économie, de la culture, du social, on peut le faire aussi dans chacune des nations. Mais ce qu'on ne peut faire qu'ensemble, c'est la paix. Et c'est pour cela que l'Europe est essentielle. Et l'on s'aperçoit que la paix, cela suppose aussi la démocratie. C'est pour cela que l'Europe, au fond, pour les jeunes, ce doit être essentiellement l'enracinement de la démocratie et de la paix. Le reste viendra en plus.